

Composition d'histoire
réalisée pour le concours d'entrée à l'École normale supérieure
Session 2020

*Cette copie, aimablement dactylographiée par la personne qui l'a rédigée,
a reçu la note de 17/20.*

SUJET

Moderniser la Chine (1842-1949).

Vue au XXI^e siècle comme l'un des foyers les plus actifs du développement technologique et numérique de pointe, voire comme l'incarnation de la modernité dynamique, la Chine a pourtant été considérée pendant longtemps – au moins jusqu'au début du XX^e siècle – comme une nation arriérée. Ce jugement n'était pas émis par les seuls observateurs européens et américains, dont les sociétés ont en effet connu une modernisation militaire et économique bien avant la société chinoise : les Chinois eux-mêmes, du moins les responsables politiques convaincus de la supériorité technique et politique des étrangers, faisaient ce constat amer au milieu du XIX^e siècle. Moderniser la Chine est apparu comme un objectif majeur, bien que les interprétations de cette idée de modernisation aient divergé selon les croyances et selon les époques. Les maîtres mots de la modernisation sont le « changement », la « réforme », le « progrès » et l'« amélioration » ; toutefois l'idée qui dirige ces intentions modificatrices visant littéralement à « rendre moderne », c'est l'idée d'un *temps* moderne actuel auquel il est nécessaire de s'adapter. Rendre moderne une société, une armée, un État, etc., cela signifie les modifier structurellement et durablement pour les adapter à une certaine idée de la modernité. C'est par conséquent rendre plus efficace, et c'est rattraper un retard. Or un tel retard est relatif : c'est par rapport à d'autres puissances qu'une certaine puissance est en retard. La modernisation, en outre, se décline en plusieurs aspects qui relèvent chacun d'enjeux particuliers et qui donc nécessitent des moyens particuliers. Une certaine action peut amener à moderniser un pays sur le plan technologique – en développant des techniques plus efficaces de production et d'échanges –, politique – en élaborant de nouvelles formes de pouvoir central et d'action, par exemple avec une constitution –, intellectuel – en accroissant les échanges d'idées et en dépassant les concepts traditionnels –, militaire – en équipant et entraînant les armées pour qu'elles puissent mieux rivaliser avec les forces d'autrui – ou économique – en créant de nouveaux secteurs d'activité permettant de répondre aux nouveaux besoins et demandes et en

développant les réseaux de transport pour une meilleure connexion des centres d'activité et une meilleure cohésion territoriale.

Malgré cette multiplicité des aspects concrets des actions modernisatrices, il existe plusieurs axes décelables : réformer, c'est-à-dire prendre des décisions à un niveau général, dans une optique centralisatrice et nationale de changement ; construire, en particulier construire de nouveaux établissements (écoles, bureaux, chambres de commerce) et de nouvelles structures (arsenaux, chantiers navals) et infrastructures (chemins de fer, routes) ; instruire et éduquer, c'est-à-dire mettre en place de nouveaux moyens de s'informer, de se former et d'enseigner ; enfin, investir, c'est-à-dire allouer concrètement les moyens financiers de la modernisation, à grande échelle (capitaux privés) ou à petite échelle (revenus des impôts). Ces quatre axes posent chacun un problème d'ordre scalaire : la Chine étant envisagée ici comme puissance, comme État et comme société, il faut souligner que son immensité, tant géographique que démographique avec, en 1842, ses 11,5 millions de kilomètres carrés et ses 425 millions d'habitants, invite à considérer la difficulté de la modernisation dans les différents domaines, et son caractère éminemment progressif. Moderniser la Chine, c'est d'abord moderniser son armée, son administration, puis son économie, son système politique, son système de maintien de l'ordre, et sur le long terme moderniser les mentalités chinoises ; c'est-à-dire que les Chinois doivent faire un travail de remise en question de la pertinence du système économique et, plus profondément, de leur tradition culturelle, qui les met au centre du monde sous le ciel, cette tradition millénaire qui justifie le régime impérial en tant que tel. Si dès lors la question des motivations de la modernisation prime celle de ses moyens, c'est que le contact avec l'Occident, dont les mentalités n'ont rien à voir avec la philosophie confucéenne, est déterminant : un aspect de la modernisation consiste à occidentaliser les façons de produire, de travailler, de vivre et de gérer. En cela, l'an 1842 constitue un jalon crucial, puisque le traité de Nankin signé suite à la première guerre de l'Opium consacre la supériorité militaire de la Grande-Bretagne, accroît les influences occidentales sur le territoire par le système des « ports ouverts » et inaugure une période de soixante ans environ où la succession des conflits entre les puissances occidentales – à laquelle s'ajoute le Japon moderne – ne cesse de confirmer la supériorité tactique et technique des Occidentaux. Dès lors, le sentiment d'une modernisation nécessaire qui naît parmi les fonctionnaires-lettrés est lié à une volonté primordiale de résister à ces puissances supérieures et de s'élever à elles pour leur tenir tête. Les acteurs de la modernisation sont d'abord de grands mandarins qui sont aux responsabilités (gouverneurs généraux et provinciaux notamment) ou qui dirigent des armées : ce sont plutôt des hommes d'expérience et de terrain, tandis que la Cour impériale est éloignée des territoires où l'Occident a le plus d'influence (côtes sud et sud-est). Leur action se fait à l'échelle régionale et non nationale, par conséquent. Les rebelles et les révolutionnaires peuvent eux aussi prôner un modèle plus moderne de gouvernance. Ensuite, avec l'intensification des échanges avec l'Occident moderne, les acteurs se multiplient à une échelle plus grande (c'est-à-dire locale) : participent à la modernisation les marchands (notamment la classe lettrée des *shenshang*), les entrepreneurs, les industriels,

les banquiers, les petits fonctionnaires avec leurs secrétaires particuliers, les journalistes, les électeurs, les avocats, les intellectuels, les étudiants et les professeurs. Sans négliger l'action du pouvoir central, qu'il soit impérial ou républicain, il faut considérer la variété des champs et des acteurs de la modernisation en Chine. Outre les moyens et les objectifs que ces acteurs se sont donnés, il s'agit de comprendre quelle est l'efficacité des différents courants modernisateurs, notamment en fonction des échelles, dans quelle mesure le fait de moderniser est nourri par un nationalisme en développement et comment les contacts et les échanges avec les Occidentaux et les Japonais ont suscité et catalysé les prises de conscience de la nécessité de moderniser et les efforts pour ce faire. En 1949, les promoteurs de la nouvelle République populaire de Chine (RPC) revendiquent l'indépendance d'un État qui va permettre, selon eux, aux Chinois de reprendre leur destin en main et de faire progresser leur pays sans avoir besoin de l'aide étrangère.

Comment, après le traité de Nankin qui consacre en 1842 une plus grande ouverture de la Chine au monde et jusqu'à la proclamation, en 1949, de la naissance d'un État revendiquant sa totale indépendance, les différents acteurs politiques, économiques puis culturels chinois ont-ils motivé leur souhait de moderniser leur pays et quels moyens ont-ils mis en œuvre pour faire progresser la Chine dans le concert des nations ? Quelle a été l'efficacité de leurs tentatives dans un pays aussi vaste et varié que la Chine et quels obstacles ont-elles rencontré, notamment du fait des changements de paradigme que ces efforts impliquent ?

Nous étudierons dans un premier temps les premiers efforts déployés par les fonctionnaires réformateurs et la Cour pour moderniser une société traditionnelle et un État impérial dont les soubassements idéologiques commencent à être ébranlés, de 1842 à 1898, date à laquelle les Cent-jours de Guangxu impulsent une réforme moderne centralisée. Dans un deuxième temps, nous verrons qu'à partir de là et jusqu'en 1916 ce sont des élans donnés par le haut qui orientent la modernisation d'une Chine profondément bouleversée. Enfin nous nous concentrerons sur la modernisation approfondie de la société chinoise dans la période suivant la mort de Yuan Shikai, événement qui marque le début d'une désagrégation du pouvoir central, propice à l'effervescence politique et intellectuelle, malgré de nouveaux obstacles liés aux grands partis jusqu'en 1949.

*

Au moment de la première guerre de l'Opium, la défaite retentissante des Chinois face aux Britanniques conduit à une prise de conscience, de la part de certains hauts fonctionnaires, d'un retard technologique de l'Empire Qing. Moderniser signifie alors adopter les équipements et les techniques militaires des Occidentaux. Les grands mandarins se réfèrent aux écrits de Feng Guifen : celui-ci explique que si les Chinois apprennent à fabriquer, à utiliser et à réparer les armes étrangères, alors ce seront leurs armes. En effet, l'armement des troupes ayant fait face aux Européens entre 1839 et 1842 était nettement archaïque : les boucliers en rotin, les sabres et les fusils à mèche sont inefficaces face aux

fusils à silex britanniques. Armer les troupes avec de nouvelles armes de type occidental est donc nécessaire à la modernisation de l'armée Qing, en vue de tenir tête aux étrangers qui désormais ne devraient plus être avantagés par leur armement moderne. Mais au-delà de cette problématique matérielle, la question qui se pose aux fonctionnaires impériaux est plus profonde : que prendre à l'Occident ? où l'imitation doit-elle être limitée ? Car l'armement ne suffit pas : outre l'entraînement, il faut que les soldats se familiarisent avec des stratégies, des tactiques, des formations qui ne sont pas traditionnelles, et il leur faut un équipement moderne, par exemple des uniformes. Dès lors, la modernisation est protéiforme et le problème posé à l'État est plus complexe : pour fabriquer les armes, il faut des arsenaux ; pour les uniformes, il faut des filatures de coton spécialisées ; pour les entraînements, il faut de nouveaux terrains, de nouvelles écoles. C'est toute la structure productive autour de l'armée qui doit être repensée, à l'aune du modèle occidental, d'où aussi le souci croissant de la traduction : Lin Zexu lui-même, qui a combattu le commerce de l'opium animé par les Européens à Canton, a créé son propre bureau de traduction dans les années 1840. Des débats s'ouvrent donc dans les cercles de lettrés et même à la Cour, en particulier lors de la « restauration Tongzhi » ou période d'auto-renforcement (*zhiqiang*), après 1861, pour déterminer dans quelles limites il faut s'inspirer de l'Occident. Car les Occidentaux sont encore considérés dans les faits comme des « barbares d'au-delà des mers », tandis que le modèle confucéen fait de la Chine le centre du monde : le paradigme traditionnel commence à se fissurer.

Le mouvement des affaires à l'occidentale (*yangwu yundong*) s'inscrit au cœur du *zhiqiang* dans une optique très particulière, définie par Zhang Zhidong à la fin du XIX^e siècle : les préceptes chinois pour l'essence (*ti*), les préceptes occidentaux pour la pratique (*yong*). Cette formule permet de concilier les réformes et les constructions inspirées de l'Occident avec la tradition confucéenne, laquelle ne subit aucun changement. Les principaux modernisateurs du pays entre 1861 et 1895 sont des gouverneurs qui agissent à l'échelle des provinces, à l'instar de Zuo Zongtang qui fonde, en 1866, l'arsenal de Fuzhou. Les élans modernisateurs sont internes et décentralisés à cette époque. Cette tendance est née lors de la répression de la révolte des Taiping, à l'articulation entre les années 1850 et les années 1860, lorsque le général Zeng Guofan a obtenu l'autorisation, pour financer sa nouvelle armée de Xiang, de lever une taxe décentralisée, le *likin*. Un autre aspect de cette armée moderne est le lien de confiance instauré, dès le recrutement, entre les supérieurs hiérarchiques et leurs subordonnés. La modernisation militaire n'implique donc nullement un décalque de ce qui existe en Occident. Néanmoins, la modernisation industrielle, parce qu'elle crée un secteur d'activité d'un nouveau genre, nécessite des formateurs étrangers, comme c'est le cas à Fuzhou avec l'équipe d'ingénieurs français dirigée par Prosper Giquel. Le but est que, une fois les employés chinois formés et l'arsenal construit, le tout soit remis aux mains des Chinois et que l'autonomie technologique soit atteinte. L'indépendance est un enjeu majeur dans un contexte où les conflits se multiplient tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Toutefois, dans les années 1890, l'effort modernisateur à l'occidentale s'avère inabouti : le *zhiqiang* échoue à atteindre ses objectifs de modernité et d'indépendance. Les arsenaux de

Fuzhou et de Jiangnan produisent des navires de guerre assez médiocres, mais surtout le Japon offre à la Chine un exemple réussi de modernisation rapide qui dépasse de loin ce que les Chinois ont pu réaliser. La restauration Tongzhi, bien qu'ayant commencé plus tôt (1861) que la restauration Meiji (1868), ne porte pas les mêmes fruits à cause de l'immensité du territoire chinois et donc des efforts à fournir pour moderniser toutes les structures et infrastructures, d'autant que la décentralisation ne favorise pas la coordination des efforts : c'est pour cette raison que, en 1894-1895, les troupes japonaises font face à la seule armée du Nord, mise sur pied par Li Hongzhang. En outre, l'amiral qui dirige la flotte chinoise durant cette première guerre sino-japonaise n'adopte pas une stratégie moderne mais archaïque, puisque c'est un ancien général de cavalerie ; de plus, les navires achetés par Li aux étrangers ne sont pas tous équipés de bonnes munitions. Autant d'indices montrant que les efforts pour moderniser l'armée et la flotte sont inaboutis. Lors des négociations du traité de Shimonoseki en 1895, Li reconnaît lui-même avoir honte d'avoir eu des souhaits excessifs sans avoir eu les moyens de les réaliser. Pour moderniser la Chine et éviter des désastres comme celui de la guerre de 1894-1895, il semble donc qu'il faille centraliser les élans et les réformes.

Le traité de Shimonoseki indigné fortement une classe de lettrés plus basse que celle des grands fonctionnaires. Kang Youwei lance plusieurs pétitions demandant à l'empereur un mouvement profond de réformes internes. Durant la période appelée les Cent-jours de Guangxu, les volontés réformatrices se cristallisent en vue d'une modernisation cohérente pour un empire qui peine, de fait, à rivaliser avec les puissances étrangères auxquelles les hauts fonctionnaires voulaient tenir tête.

*

Durant les Cent-jours, à l'été 1898, de nombreux décrets sont publiés pour réformer en profondeur l'État chinois : l'administration, les examens impériaux, le système financier doivent être repensés pour mieux répondre aux besoins du temps, et l'État doit être doté d'une constitution. Ce vaste mouvement de réformes, appelé *weixin*, est marqué par la volonté de moderniser l'État et les structures qui en dépendent : l'idée d'une constitution, par exemple, est directement inspirée de ce qui existe en Europe et au Japon, et les examens impériaux devraient comporter des matières modernes, telles la science et la technologie. Mais cet élan est avorté : les décisions de l'empereur Guangxu encouragées par les réformateurs lettrés ne sont pas suivies par les fonctionnaires, qui ont davantage confiance en « le Vieux Bouddha », c'est-à-dire en l'impératrice douairière Cixi. Or celle-ci a à plusieurs reprises appuyé, avant 1895, le « parti des purs » qui est constitué des hauts dignitaires les plus réticents à la modernisation et surtout aux affaires à l'occidentale. Elle met fin à l'élan des Cent-jours en plaçant l'empereur en résidence surveillée, et les réformateurs qui ne sont pas capturés s'enfuient, par exemple au Japon dans le cas de Kang Youwei et de son disciple Liang Qichao. Le parti traditionnel considère que la

modernisation est source de sédition et constitue un désaveu honteux des principes confucéens.

Pourtant c'est Cixi elle-même qui, après la guerre des Boxers qui se clôt par un dur échec de la Cour, qui du reste n'a pas été suivie par les gouverneurs provinciaux dans sa déclaration de guerre aux étrangers, dirige le considérable mouvement des Nouvelles Politiques (*xinzheng*), lequel constitue un total désaveu de la politique suivie par le pouvoir impérial depuis des décennies. De 1901 à 1910, de nombreux décrets et édits sont publiés par Pékin et forment une véritable révolution impériale. La tendance modernisatrice s'y révèle avec acuité, puisque naissent alors de nombreuses structures politiques et administratives issues de l'Occident : des ministères sont créés, comme celui des Affaires étrangères qui remplace en 1903 le Bureau du *Zongli yamen* créé dans les années 1870 pour gérer les affaires commerciales avec l'Occident ; les examens mandarinaux sont supprimés et remplacés par des épreuves comportant les matières modernes et techniques que Guangxu avait tenté de mettre en place ; le droit est réécrit, en particulier le droit pénal, d'où la torture et certaines formes de peines capitales disparaissent, si bien que c'est en quelque sorte un droit européo-compatible qui se fait jour. Au demeurant, une Constitution est promise par les *xinzheng*. Il faut noter ici le rôle joué par les centaines d'officiels chinois dépêchés par Pékin dans les pays occidentaux et au Japon : ils rédigent des notes et des rapports sur les systèmes étrangers et estiment la possibilité de les appliquer à la Chine. Et c'est le Japon qui sert de modèle à la Chine sur cette question constitutionnaliste. Moderniser la Chine, c'est ici la doter de structures politiques semblables à celles des nations considérées comme modernes. Le but avoué est de faire entrer la Chine dans le concert des nations et de renforcer le pouvoir central dans un pays qui se modernise sous d'innombrables aspects : l'ordre public, le droit, l'armée, la participation politique... Car les *xinzheng* comprennent la création d'assemblées provinciales élues au suffrage censitaire et élisant des délégués pour former une assemblée nationale consultative, nouvelle forme de la participation politique en Chine.

Il y a néanmoins, de façon générale, deux façons de considérer la modernité chinoise telle qu'elle devrait être, selon que le régime impérial est conservé ou non. Les réformateurs comme Kang et Liang sont convaincus que la préservation de l'empire au sein d'un État réformé et renforcé est possible et souhaitable : ils s'inspirent notamment en cela du régime japonais. À l'inverse, les révolutionnaires comme Sun Yat-sen pensent que l'empire est une forme politique surannée et que seul un régime républicain est à même d'assurer la modernisation du pays, puisqu'il s'agit d'un régime neuf et plus typique de la modernité (européenne) que l'empire. Sun Yat-sen a créé, dans les années 1890, l'Association pour le redressement de la Chine, et sa réflexion s'est nourrie du contact avec les Japonais, les étudiants chinois au Japon, les Américains et les Français pour élaborer une vision de la modernité politique qui lui est propre. La fondation du *Tongmenghui*, au milieu des années 1900, par Sun Yat-sen, Wang Jingwei et Liao Zhongkai, a été marquée par le serment de renverser les Mandchous et d'établir une république pour faire de la Chine une nation forte face aux autres. Ainsi, si le souci de préservation de l'indépendance et de renforcement de la

puissance est sensiblement le même chez les réformateurs lettrés et chez les révolutionnaires, la solution proposée, elle, diverge du tout au tout, malgré un constitutionnalisme commun qui caractérise les discours en faveur de la modernisation au début du XX^e siècle. Et de fait, les nouveautés structurelles et organisationnelles instaurées par les *xinzheng* se retournent contre les Qing : les nouvelles armées sont gagnées par des idéaux révolutionnaires anti-mandchous et les assemblées provinciales expriment leur insatisfaction quant à leur marge d'action et quant à la constitution du nouveau cabinet ministériel de 1911. La révolution de 1911 a été catalysée par de tels ferments contestataires qui révèlent l'ascension d'une nouvelle élite politique et économique.

Si l'instauration de la République par Sun Yat-sen, le 1^{er} janvier 1912, peut laisser espérer à ces élites une accélération de la modernisation du système politique, l'autocratie de Yuan Shikai met à mal cette espérance. Néanmoins le personnel politique, culturel et économique de la jeune République connaît une effervescence sans pareille après la mort de Yuan en 1916, qui entraîne un affaiblissement considérable du pouvoir central : la modernisation se décentralise à nouveau et est assurée par les nouveaux acteurs d'une Chine qu'on peut bien appeler moderne.

*

Moderniser la Chine entière depuis le haut n'est plus envisageable après 1916. La prise de pouvoir des seigneurs de la guerre à travers la Chine entraîne un morcellement du pouvoir politique et la militarisation de ce pouvoir. C'est la raison pour laquelle le libéralisme connaît un âge d'or à partir de 1916 : le contrôle des différentes cliques est suffisamment faible et l'influence occidentale suffisamment prononcée pour que les marchands, entrepreneurs, industriels, etc., puissent développer leurs activités et faire fructifier leurs échanges. Cela est aussi dû pour une large part aux conséquences de la Première Guerre mondiale sur la présence et le rôle des Européens en Asie orientale : l'effort de guerre détourne les Européens de cette région éloignées et fait croître de façon inédite la demande en matériaux que les Chinois savent fabriquer. Cependant, sous la République, un tel essor concerne essentiellement ce qu'on appelle la « Chine bleue », c'est-à-dire les provinces ayant une façade maritime dynamique et/ou des ports ouverts. Ce sont ces régions qui bénéficient le plus de l'essor du capitalisme chinois et de la modernisation des structures et des services. Cette distinction entre la Chine bleue et le reste de la Chine est héritée de l'époque du mouvement des affaires à l'occidentale, du fait de l'implantation de nombreuses industries et cultures dans les provinces côtières, et elle s'accroît pendant la période républicaine grâce à la faible pression du pouvoir central. Cependant, dans la décennie de Nankin, le contrôle exercé par le Guomindang restreint cette liberté favorable au développement et à la modernisation.

Moderniser, à l'époque républicaine, c'est s'affirmer comme puissance économique à l'échelle mondiale et puissance militaire régionale. Lorsque les « vingt et une demandes »

sont formulées par le Japon en 1915, et plus tard quand le Japon s'empare de la Mandchourie, de nombreuses manifestations ont lieu dans les grandes villes (comme Pékin ou Shanghai) pour réclamer une amélioration des capacités militaires de la Chine, afin que la nation puisse répondre au Japon impérialiste. De tels phénomènes sont la conséquence d'une modernisation, dans les faits, de la société civile chinoise et des activités culturelles, modernisation enclenchée au moment des *xinzheng*. Il s'agit de l'action locale d'enseignants et d'étudiants des universités nouvellement créées, d'éditeurs, de journalistes, de petits entrepreneurs qui forment une nouvelle élite culturelle chinoise, qui cherche à se faire entendre par les nouveaux moyens de communication tels que le télégraphe, le journal, le téléphone, qui se démocratisent, et par de nouvelles actions sociales comme le boycott et la manifestation. En parallèle, la modernisation des transports se multiplie pendant la décennie de Nankin (1928-1937) : concernant le chemin de fer, une radiale atteint Xi'an en 1934 et la ligne Hankou-Canton est achevée vers 1936, reliant ainsi Pékin à Canton ; l'avion devient un moyen de transport courant en Chine au milieu des années 1930. La langue elle-même est modernisée grâce à l'utilisation du *baihua*, la langue chinoise orale, dans les journaux et dans les livres, *Le journal d'un fou* de Lu Xun étant le précurseur de cette pratique, dans les années 1920.

Le Guomindang, outre les modernisations qu'il a favorisées dans les transports dans les années 1930, initie également le Mouvement de la vie nouvelle en 1934. Le général Jiang Jieshi, chef du parti, promeut à travers ce mouvement, dans un contexte de tensions fortes avec l'empire nippon, un mode de vie plus moral et plus sain fondé sur le modèle militaire qu'il souhaite incarner. Selon Jiang, de nouvelles pratiques d'hygiène et de discipline devraient conduire le peuple chinois à être plus ordonné, plus fort et plus propre : ce modèle de vie serait plus adapté à la modernité que le schéma précaire habituel. Moderniser la Chine, c'est même moderniser les mœurs des Chinois. Pendant la seconde guerre sino-japonaise, le Guomindang appelle tous les entrepreneurs et industriels qui l'ont suivi dans sa retraite vers Chongqing pour réinstaller dans le Sichuan les structures des provinces côtières, à optimiser la production et à améliorer leurs techniques pour mieux servir la résistance nationale. Pourtant, face au Japon, le Guomindang a montré son insuffisance, d'une part entre 1933 et 1937 quand il s'est agi de temporiser avec le Japon, d'autre part en 1937 quand les Japonais ont progressé de façon fulgurante dans le pays le long des côtes et des chemins de fer. Jiang est conscient des faiblesses qui sont encore celles de la Chine face à un Japon dont les troupes sont particulièrement bien armées et équipées, surtout en matière d'artillerie et de chars d'assaut. D'où le recours, de la part des nationalistes, à l'aide américaine pour se munir d'une bonne artillerie et de chars d'assaut. Mais le fait que Jiang Jieshi ne met pas à profit ces équipements modernes et ne prolonge pas l'effort de modernisation militaire avec l'appui des Américains lui est très coûteux, à la fois en vies humaines, en territoires et en prestige. Le Parti communiste chinois (PCC), dans la période de guerre civile et au moment de la naissance de la RPC, vitupère la soumission de la Chine nationaliste aux États-Unis.

Ainsi, les promoteurs des efforts de modernisation de la société et de l'économie chinoises, ainsi que les défenseurs d'un constitutionnalisme politique, ont axé leur œuvre sur l'idée, que l'on peut qualifier de nationaliste, que la Chine devait pouvoir faire face aux ambitions et incursions étrangères, dans un contexte où le pays est de plus en plus ouvert au monde, c'est-à-dire accessible aux nouvelles idées, aux nouvelles techniques et aux nouveaux produits. Moderniser la Chine est un défi ambitieux du fait de l'irrégularité effective de l'application des réformes centralisées et de l'inégale présence des élites économiques et culturelles nouvelles dans les différentes provinces d'un État-continent. La modernisation culturelle, politique, industrielle et économique a donné naissance à un type de Chine qui n'a pas pu, pour des raisons pratiques et parce que le pouvoir central n'a pas été efficace partout, se répandre aussi bien à l'est, dans la « Chine bleue », que dans le sud-ouest ou le nord-ouest. Néanmoins le paradigme confucéen traditionnel a été remis en question par les impératifs de modernisation formulés par des hommes de terrain et de volonté qui ont créé de nouvelles structures et favorisé de nouvelles habitudes.

La RPC clame en 1949 sa totale indépendance dans ses efforts modernisateurs. Néanmoins, dans les années 1950, le Grand Bond en avant qui vise à une industrialisation massive de l'économie, et ce, à marche forcée, résulte en une catastrophe.

Rungis, le mardi 23 juin 2020

Fabien GILLET